

beaucoup de la théorie. Et ceux d'entre vous qui ont étudié l'économie savent que c'est un véritable coup de maître.

De nombreux droits de douane ont été réduits le 1er janvier 1989, et bon nombre d'entreprises des deux pays réclament l'accélération des réductions tarifaires prévues.

Il y a plusieurs semaines, nous avons accepté de réduire à zéro les droits de douane appliqués à des centaines d'autres articles représentant quelque 6 milliards \$ d'échanges bilatéraux et englobant des produits importants pour le commerce Canada-Floride - par exemple le matériel de télécommunication et les produits en aluminium. Tous les droits de douane réduits l'ont été parce que les industries concernées des deux côtés de la frontière avaient spécifiquement demandé l'accélération de leur réduction - signe certain d'une adaptation rapide au nouvel environnement commercial.

Nous avons établi huit groupes binationaux d'experts qui commencent à harmoniser les règlements techniques et les normes applicables à un grand nombre de produits agricoles, d'aliments et de boissons.

Un groupe de travail s'occupe de la question des subventions et des recours commerciaux en vue d'établir un meilleur régime nord-américain d'ici cinq à sept ans. Inutile de dire qu'il s'intéresse aux subventions accordées dans les deux pays. Mais dans ce cas précis, les clichés doivent faire place à la réalité.

Vous, Américains, avez cette perception que votre pays est une "vraie économie de marché" dans laquelle les subventions gouvernementales ne jouent pas un rôle important.

J'ai été franchement étonné d'apprendre que l'Administration a annoncé cette semaine, dans le cadre de ses nouvelles propositions budgétaires, un net relèvement - à 900 millions \$ - du financement accordé à l'un des programmes américains de subventions agricoles qui affectent le plus les agriculteurs canadiens. Je veux parler du Programme d'encouragement des exportations qui met le Trésor américain en concurrence avec les fermiers canadiens. C'est un programme qui subventionne directement les ventes commerciales de céréales que les producteurs américains effectuent sur des marchés tiers ciblés. Et comme par hasard, les marchés qui ont été jusqu'à maintenant ainsi ciblés sont nos marchés céréaliers traditionnels - par exemple, l'Union soviétique, la Chine, l'Arabie saoudite et l'Algérie.

Mes collègues du Cabinet et moi-même avons fait savoir à certains membres de l'Administration ce que nous pensons de ce comportement peu amical. On nous a répondu que le Programme EEP vise la CEE. Le Canada n'est certainement pas la CEE et je n'apprécie pas que nos amis américains refusent de modifier un programme de